

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article971>

Visite de Sarkozy : les articles des média français

- La Centrale UGTG - Mémoires de vie -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 27 juin 2009

Mis à jour le : samedi 27 juin 2009

UGTG.org

Sarkozy fustige Domota et égratigne Chirac

Le Figaro

Bruno Jeudy

27/06/2009

Durant ses vingt heures passées en Martinique et sept heures en Guadeloupe, le chef de l'Etat n'aura guère quitté les aéroports des îles - à part la visite d'une caserne et celle d'une usine à brioches - et limité au maximum le contact avec la population.

Annoncée très tôt mais maintes fois reportée, cette visite très attendue s'est finalement bien passée. Et c'est sans doute ce qui comptait le plus pour Nicolas Sarkozy. Le président est reparti avec le sentiment d'avoir donné satisfaction à ses interlocuteurs. N'a-t-il pas accédé à la demande phare des élus martiniquais qui réclamaient un référendum sur l'autonomie ? Quant aux Guadeloupéens, il les a rassurés en promettant plus d'égalité et la fin des discriminations. Mais surtout en adressant un avertissement sans frais à Elie Domota, chef de file du LKP, à l'origine de la grève contre la vie chère. « J'avais promis de venir au moment de la crise et j'ai tenu promesse », a-t-il insisté.

Nicolas Sarkozy n'a pas mâché ses mots. Sans citer le nom de Domota, il n'aura eu de cesse de dénoncer l'attitude du syndicaliste qui a appelé à boycotter les états généraux de l'Outre-mer. « Comment justifier qu'on a tellement de convictions et que l'on refuse de les confronter à celles des autres », a lancé le président, vendredi soir, à Petit-Bourg, devant un millier de personnes. Revenant sur les violences qui ont secoué la Guadeloupe, le chef de l'Etat a adressé cette mise en garde : « Le droit de grève ne peut pas être utilisé comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique. Je ne suis pas prêt à accepter l'inacceptable. » Mais les Guadeloupéens ont surtout applaudi quand le président a assuré que « l'indépendance n'est pas à l'ordre du jour en Guadeloupe. » Pas même l'autonomie. « J'ai proposé un schéma à la Martinique. Il est écrit nulle part que la Martinique et la Guadeloupe doivent avancer en même temps », a-t-il souligné.

[...]

Sarkozy a enfin repoussé les critiques de Victorin Lurel, président PS du conseil régional de Guadeloupe, qui avait jugé le dispositif de sécurité (720 gendarmes mobiles en renfort) pour la visite présidentielle « un peu exagéré ». « Il n'y a pas de sécurité particulière parce qu'il n'y a pas de manifestation particulière. Le préfet m'a dit qu'il y avait cinq manifestants », a répondu Sarkozy un brin agacé. Le LKP a appelé à manifester aujourd'hui à Pointe-à-Pitre.

Rappel à l'ordre de Nicolas Sarkozy en Guadeloupe

[EITB](#)

Agences - publié le samedi 27 juin 2009

Après 28 heures passées en Guadeloupe et aux Antilles, le président de la République a appelé au dialogue avec la métropole, tout en pointant du doigt ceux qui "utilisent le droit de grève comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique".

Le LKP absent des Etats Généraux

Nicolas Sarkozy a une nouvelle fois déploré le refus du LKP et de son emblématique porte-parole Elie Domota de participer aux Etats généraux de l'Outre-mer lancés en avril par le gouvernement.

"Comment justifier qu'on a tellement de convictions qu'on est pas prêt à les confronter aux autres Guadeloupéens (...) si quelqu'un a des choses à dire, qu'il vienne le dire !" s'est-il exclamé.

Malgré cette charge, le président a invité tous les acteurs du pays, y compris les syndicats, à participer au dialogue. "Maintenant, il est temps de regarder plus loin et de bâtir. Je souhaite tendre la main à tous ceux qui se sont mobilisés pendant le mouvement social, y compris les syndicats", a-t-il indiqué, "participez à la construction de cette nouvelle France. Vous ne serez pas déçus", a-t-il conclu.

Guadeloupe : le rappel à l'ordre de Sarkozy

[Le Parisien](#)

27 juin 2009

Nicolas Sarkozy a adressé vendredi un rappel à « l'ordre républicain » à ceux qui, en Guadeloupe, utilisent le droit de grève « comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique » et a appelé tous les acteurs de l'île au dialogue.

« Je serai très ferme sur le respect des principes républicains en Guadeloupe (...) le droit de grève est un droit légitime mais il ne peut pas être utilisé comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique », a-t-il déclaré lors d'une réunion des états généraux de l'outremer à Petit-Bourg.

« Je vous le dis tout net, je ne suis pas prêt à accepter l'inacceptable, ni en Guadeloupe, ni sur aucun centimètre carré de la République française », a insisté le chef de l'Etat en visant sans le nommer le collectif guadeloupéen LKP, fer de lance de la crise sociale de l'hiver.

Nicolas Sarkozy a une nouvelle fois déploré le refus du LKP, et de son emblématique porte-parole Elie Domota, de participer aux états généraux de l'outremer lancés en avril par le gouvernement. « Comment justifier qu'on a tellement de convictions et qu'on est pas prêt à les confronter aux autres Guadeloupéens (...) si quelqu'un a des choses à dire, qu'il vienne le dire ! » s'est-il exclamé.

M. Sarkozy a également déploré le discours de ceux qui mettent en cause certains « citoyens en raison de leur origine ». « On ne répond pas au racisme en créant les conditions d'un autre racisme », a-t-il estimé.

A ceux, enfin qui lui reprochaient la brièveté de son passage en Guadeloupe (sept heures), Nicolas Sarkozy a plaidé pour l'efficacité. « Serrer les mains n'est pas le plus difficile. Ce qu'on attend de moi, c'est des décisions », a-t-il argumenté. Avant de mettre en cause ceux de ces prédécesseurs qui venaient aux Antilles pour « prendre un petit coup d'exotisme ».

[Le monde](#)

27 juin 2009

Rien de tel en Guadeloupe, où Nicolas Sarkozy est resté sept heures, évitant tout contact imprévu, protégé par un déploiement de forces de l'ordre inédit. Dans ce département où la rue a appartenu pendant 44 jours au collectif LKP, le chef de l'Etat est surtout venu conforter les élus qui ont subi, pendant le mouvement social, une perte de légitimité et de crédit considérable.

Il les a d'ailleurs reçus d'emblée à huis clos, dès son arrivée à l'aéroport de Pointe-à-Pitre. Tutoyant tout le monde, usant des prénoms, le chef de l'Etat était certes dans son style habituel, mais il ne câlinait pas sans calcul. Il a même

poursuivi ces démonstrations d'amitié en public, lors d'une séance de "restitution" des Etats généraux devant un peu plus de 1500 personnes, à Petit-Bourg.

EFFET GARANTI

"Victorin" par-ci, "Chère Lucette" par là : il désignait Victorin Lurel, président socialiste du conseil régional, ou l'inusable Lucette Michaux-Chevry (UMP), mère de la nouvelle secrétaire d'Etat à l'outre-mer. Effet garanti. La gauche se gonfle d'importance, la droite se rengorge, le public de Guadeloupéens (trié sur le volet) se sent flatté. Il a déjà oublié que le président l'a lui-même oublié pendant des semaines.

D'ailleurs, ce dernier le jure à la tribune : "Il ne s'est pas passé un jour où je n'ai pas suivi ce qui se passait ici avec la plus grande attention." L'objectif est d'isoler le LKP et surtout son populaire porte-parole, Elie Domota, invité sans l'être. Le convier aux Etats généraux, boycottés par le LKP, signifiait clairement qu'il n'était pas attendu. "Comment dire qu'on aime la Guadeloupe et refuser d'en parler ?", glisse alors M. Sarkozy. Le président éprouve une telle hâte de tourner cette page qu'il ne cite pas une fois le nom de son ancien secrétaire d'Etat, Yves Jégo. Mais il a pour lui, en creux, des paroles très dures. Il s'offre aussi le luxe de critiquer à plusieurs reprises son prédécesseur, Jacques Chirac. "Je veux tourner la page d'une économie tournée vers l'assistanat et la consommation", dit-il.

Son discours se durcit encore lorsqu'il évoque à mots couverts l'invasion du congrès par le LKP le 7 mai : "Je serai très ferme sur les principes républicains. Je n'accepterai pas que sur le territoire de la République, on menace ouvertement des responsables publics ou que l'on constitue des groupes d'intimidation violents." Alors que le collectif se divise sur la participation, ou non, aux élections, le président insiste sur ce point délicat. "Que ceux qui ont un projet alternatif de société pour la Guadeloupe l'exposent ! Qu'ils se présentent devant les électeurs, qui feront alors leur choix librement !" Interrogé par Le Monde, Elie Domota, qui n'était pas venu écouter le chef de l'Etat, ne s'énerve guère : "C'était prévu. L'essentiel est que Nicolas Sarkozy ait repris à son compte la dénonciation des inégalités et des discriminations que nous avons mis au jour." En Guadeloupe, le débat sur les institutions est loin d'être au centre des préoccupations.

Béatrice Gurrey avec Patrice Louis